

PAROLE À...

PAROLE À... NICOLAS RIBO

Animateur du collectif fédéral numérique et secrétaire académique de la CGT Educ'Action de Montpellier.



Qu'est-ce qui peut changer dans nos revendications syndicales, voire dans nos pratiques syndicales ?

La question de numérique est présente dans nos champs depuis longtemps mais ne présentait pas jusqu'à présent un enjeu revendicatif important. Même si les constats étaient partagés : fracture numérique, matériel... Les débats étaient limités sur ces questions mais avaient permis au collectif numérique fédéral de produire un texte. Les problématiques confirmées par la crise sanitaire, valident nos revendications que nous devons affiner. Le confinement a démontré aussi l'utilité de notre combat quotidien pour les services publics et a permis aux citoyen·nes de nous en rendre compte. Les effets des politiques libérales : disparition des postes, insuffisance des moyens destinés aux hôpitaux, gestion des EHAD...

Trop longtemps, les questions écológicas et sociales ont été dissociées, occultant que les sources de l'exploitation de la planète et des travailleurs sont les mêmes.

Le contexte actuel a permis une prise de conscience des problèmes écológicos mais cela ne doit pas rester un phénomène de mode sans lien avec le reste de nos revendications. Nous ne pouvons pas laisser la place au capital qui n'y voit qu'un effet d'appoint pour continuer sur le même schéma stupéfié de mesures non significatives. Depuis 2 ans, nous avons programmé une journée d'étude en avril sur les questions de la CGT et de l'écologie. La tribune commune « Plus jamais ça ! » et les 34 propositions associées sont des outils nous permettant de travailler avec les associations présentes localement : Ecologiepac, Attac... à une réponse commune et à une déclinaison locale. Construit en commun, c'est un projet politique de sortie de crise directement opposé aux réponses imposées par le gouvernement que nous portons.

Quelle est l'actualité de la FERC dans son territoire ?

Depuis des années, l'activité fédérale était une réalité sur notre territoire maintenant étendu en Occitanie. Cette activité permet de faire le lien entre les différents syndicats de porter nos revendications au sein du conseil régional (école, formation professionnelle, éducation populaire...) et des instances dans lesquelles nous siégeons.

Parole à... Nicolas Ribo

jeudi 1er octobre 2020, par [Bariaud](#)

PAROLE À...

PAROLE À... NICOLAS RIBO

Animateur du collectif fédéral numérique et secrétaire académique de la CGT Educ'Action de Montpellier.



Qu'est-ce que l'épidémie et le confinement ont changé dans ta/manière d'enseigner, d'exercer nos métiers ?

La période de confinement a profondément modifié nos pratiques pédagogiques. Habitués à utiliser les outils numériques pour bâtir des cours, la plupart des supports n'étaient pas adaptés à un enseignement à distance et à l'impossibilité d'interaction directe avec les élèves. Les outils institutionnels parfois inadaptes, souvent peu performants, ont posé des difficultés supplémentaires, outils dont nous demandons l'amélioration ou la création depuis des années.

Cette période a permis de montrer l'utilité aux élèves de certains outils mais a aussi pointé les limites de l'enseignement à distance.

La période a aussi permis de réfléchir sur l'école que nous voulons pour demain.

Du coup qu'est-ce que ça peut changer dans nos revendications syndicales, voire dans nos pratiques syndicales ?

La question de numérique est présente dans nos champs depuis longtemps mais ne présentait pas jusqu'à présent un enjeu revendicatif important. Même si les constats étaient partagés : fracture numérique, matériel... Les débats étaient limités sur ces questions mais avaient permis au collectif numérique fédéral de produire un texte. Les problématiques confirmées par la crise sanitaire, valident nos revendications que nous devons affiner. Le confinement a démontré aussi l'utilité de notre combat quotidien pour les services publics et a permis aux citoyen·nes de nous en rendre compte. Les effets des politiques libérales : disparition des postes, insuffisance des moyens destinés aux hôpitaux, gestion des EHAD...

Une partie de nos revendications a trouvé de l'écho auprès des citoyen·nes mais le travail reste important pour les diffuser largement, les transformer en rapport de force capable d'imposer des réponses à la hauteur des enjeux.

Quelle est l'actualité de la FERC dans son territoire ?

Depuis des années, l'activité fédérale était une réalité sur notre territoire maintenant étendu en Occitanie. Cette activité permet de faire le lien entre les différents syndicats de porter nos revendications au sein du conseil régional (école, formation professionnelle, éducation populaire...) et des instances dans lesquelles nous siégeons.

Trop longtemps, les questions écológicas et sociales ont été dissociées, occultant que les sources de l'exploitation de la planète et des travailleurs sont les mêmes.

Le contexte actuel a permis une prise de conscience des problèmes écológicos mais cela ne doit pas rester un phénomène de mode sans lien avec le reste de nos revendications.

Nous ne pouvons pas laisser la place au capital qui n'y voit qu'un effet d'appoint pour continuer sur le même schéma stupéfié de mesures non significatives.

Depuis 2 ans, nous avons programmé une journée d'étude en avril sur les questions de la CGT et de l'écologie. La tribune commune « Plus jamais ça ! » et les 34 propositions associées sont des outils nous permettant de travailler avec les associations présentes localement : Ecologiepac, Attac... à une réponse commune et à une déclinaison locale. Construit en commun, c'est un projet politique de sortie de crise directement opposé aux réponses imposées par le gouvernement que nous portons.

Nicre-champ de syndicalisation, notre lien avec la jeunesse, l'éducation, la recherche place notre fédération au cœur de ces problématiques et nous devons être mis(e) au sein de la CGT.

Cette journée d'étude aura lieu le 2 décembre à Cabanary (81) et permettra de débattre pour construire le monde d'après écológicos, féministe et social que nous voulons.

Animateur du collectif fédéral numérique et secrétaire académique de la CGT Educ'Action de Montpellier.

Qu'est-ce que l'épidémie et le confinement ont changé dans ta/manière d'enseigner, d'exercer nos métiers ?

La période de confinement a profondément modifié nos pratiques pédagogiques. Habitués à utiliser les outils numériques pour bâtir des cours, la plupart des supports n'étaient pas adaptés à un enseignement à distance et à l'impossibilité d'interaction directe avec les élèves. Les outils institutionnels parfois inadaptes, souvent peu performants, ont posé des difficultés supplémentaires, outils dont nous demandons l'amélioration ou la création depuis des années.

Cette période a permis de montrer l'utilité aux élèves de certains outils mais a aussi pointé les limites de l'enseignement à distance.

La période a aussi permis de réfléchir sur l'école que nous voulons pour demain.

Du coup qu'est-ce que ça peut changer dans nos revendications syndicales, voire dans nos pratiques syndicales ?

La question du numérique est présente dans nos champs depuis longtemps mais ne présentait pas jusqu'à présent un enjeu revendicatif important. Même si les constats étaient partagés (fracture numérique, matériel, ...), les débats étaient limités sur ces questions mais avaient permis au collectif numérique fédéral de produire un texte. Les problématiques confirmées par la crise sanitaire, valident nos revendications que nous devons affiner.

Le confinement a démontré aussi l'utilité de notre combat quotidien pour les services publics et a permis aux citoyen·nes de tester en grandeur nature les effets des politiques libérales : disparition des guichets, insuffisance des moyens donnés aux hôpitaux, gestion des EHPAD ...

Une partie de nos revendications a trouvé de l'écho auprès des citoyen·nes mais le travail reste important pour les diffuser largement, les transformer en rapport de force capable d'imposer des réponses à la hauteur des enjeux.

Quelle est l'actualité de la FERC dans ton territoire ?

Depuis des années, l'activité fédérale était une réalité sur notre territoire maintenant étendu en Occitanie. Cette activité permet de faire le lien entre les différents syndicats, de porter nos revendications au sein du comité régional (école, formation professionnelle, éducation populaire ...) et des instances dans lesquelles nous siégeons.

Trop longtemps, les questions écologiques et sociales ont été dissociées oubliant que les sources de l'exploitation de la planète et des travailleur·ses sont les mêmes. Le contexte actuel a permis une prise de conscience des problèmes écologiques mais cela ne doit pas rester un phénomène de mode sans lien avec le reste de nos revendications.

Nous ne pouvons pas laisser la place au capital qui n'y voit qu'un effet d'aubaine pour continuer sur le même schéma saupoudré de mesurette non significatives. Discuté depuis 2 ans, nous avons programmé une journée d'étude en avril sur les questions de la CGT et de l'écologie. La tribune commune « Plus jamais ça ! » et les 34 propositions associées sont des outils nous permettant de travailler avec les associations présentes localement (Greenpeace, Attac ...) à une réponse commune et à une déclinaison locale. Construit en commun, c'est un projet politique de sortie de crise diamétralement opposé aux réponses imposées par le gouvernement que nous portons.

Notre champ de syndicalisation, notre lien avec la jeunesse, l'éducation, la recherche place notre fédération au cœur de ces problématiques et nous devons être moteur au sein de la CGT. Cette journée d'étude aura lieu le 2 décembre à Cabestany (66) et permettra de débattre pour construire le monde d'après écologique, féministe et social que nous voulons.